

La Palestine, entre promesse et élection

En assistant en masse aux funérailles de Yasser Arafat à Ramallah, les Palestiniens ont rendu hommage à celui qui sera parvenu après des décennies de lutte à faire mettre à l'agenda international la reconnaissance du droit à l'autodétermination de leur peuple. Mais la mort du « Vieux » laisse également entrevoir à quel point sa conduite du mouvement national palestinien a, paradoxalement, débouché sur l'atomisation complète de la société pour laquelle il était censé s'engager, une atomisation qui était souhaitée par son adversaire israélien. État des lieux de la cause palestinienne à la veille d'élections à la présidence de l'Autorité palestinienne, condition nécessaire mais pas suffisante d'une relance du travail pour la paix.

Pascal Fenaux

Avec la disparition de Yasser Arafat, journalistes, spécialistes et observateurs ont eu le loisir d'épuiser leurs réserves de superlatifs plus ou moins bien intentionnés. C'est que la mort d'une des personnalités politiques les plus marquantes du Moyen-Orient contemporain fait entrer le conflit israélo-palestinien dans une nouvelle phase d'interrogations et d'inconnues. C'est qu'une histoire de près de trente-six ans qui s'achève. En effet, Yasser Arafat, né Muhammad al-Qudwa et surnommé ensuite Abou Ammar, présidait depuis 1968 le principal mouvement

nationaliste palestinien, le Fath (acronyme inversé du Mouvement de la libération nationale palestinienne). Ce mouvement avait été fondé par Yasser Arafat en 1959 au Koweït en compagnie de quatre autres exilés: Khalil al-Wazir (Abou Jihad, né à Ramleh et assassiné à Tunis en 1988 par un commando israélien), Salah Khalaf (Abou Iyad, né à Jaffa et assassiné à Tunis en 1991 par un commando palestinien pro-irakien) et Khaled al-Hassan (Abou Saïd, né à Haïfa et mort en 1994).

Fort de la représentation majoritaire acquise par le Fath au lendemain de la

défaite militaire des États arabes et de la défaite morale de leurs succursales palestiniennes en juin 1967, Yasser Arafat allait également obtenir la présidence de l'Organisation de libération palestinienne (O.L.P.) de février 1969 jusqu'à sa mort en novembre 2004. Initialement fondée en 1964 à Jérusalem-Est, l'O.L.P. originelle était le fruit d'un compromis égypto-jordanien et n'avait d'autre but que de domestiquer les organisations nationalistes palestiniennes et de les intégrer dans le concert diplomatique arabe. Cette O.L.P.-là était ainsi un assemblage hétéroclite de vieilles notabilités pro-égyptiennes ou pro-hachémites, d'organisations panarabistes satellites du Baas syrien (la Saïqa) et du Baas irakien (le F.L.P.), et enfin d'organisations plus clairement indépendantistes. Ce sont ces dernières que, sous la conduite du Fath de Yasser Arafat, l'O.L.P. allait canaliser et fédérer à l'abri des appétits des grands frères arabes. Outre le Fath, on allait ainsi trouver le Front populaire (F.P.L.P.) de Georges Habache et le Front démocratique (F.D.L.P.) de Naïef Hawathmeh. Et à ces organisations « historiques », allaient finir par se joindre en 1987 le Parti populaire (P.P.P., ex-communiste) de Suleiman Najjab et Mustapha Barghouti, et, en 1991, l'Union démocratique de Yasser Abed Rabbo (Fida, scission du F.D.L.P.).

Enfin, en février 1996, dans la foulée de la signature, le 13 septembre 1993, des « accords d'Oslo » entre l'État d'Israël et l'O.L.P., Yasser Arafat allait également être triomphalement élu au suffrage universel à la fonction pourtant très virtuelle et officieuse de président de l'Autorité palesti-

nienne¹, organe chargé de gérer l'administration et la police sur les 39 % de territoires occupés graduellement et partiellement évacués par l'armée israélienne entre juillet 1994 et novembre 1999.

COMMENT ÊTRE UN HOMME D'ÉTAT SANS ÉTAT ?

Il est inutile de revenir ici sur la vie de Yasser Arafat, laquelle a déjà fait l'objet de biographies plus ou moins exhaustives et plus ou moins sereines². Mais il est un double refrain auquel il faut faire un sort, c'est celui du « révolutionnaire incapable de passer du statut de symbole à celui de chef d'État » et du « avec la mort d'Arafat, c'est une fenêtre d'opportunité qui s'ouvre pour la paix ». Cette façon de lire le conflit israélo-palestinien insulte l'intelligence de ses protagonistes, tout comme elle néglige d'apporter une lecture intelligible à un conflit à la complexité, « hélas », bien réelle. Car si Yasser Arafat était un homme politique éminemment critiquable (au sens de digne de critique)³, il n'en est pas moins le premier dirigeant arabe de Palestine à être parvenu à réinscrire le droit à l'autodétermination du peuple palestinien à l'agenda politique international, une autodétermination à laquelle, soyons de bon compte, le principal obstacle n'aura pas tant été un Arafat « irresponsable » qu'un État d'Israël qui, logique avec son propre agenda national, n'aura jamais mis un frein quelconque à sa politique d'implantation juive en Cisjordanie et dans la Bande de Gaza. L'honnêteté impose de reconnaître qu'avant de décréter l'incapacité du premier dirigeant palestinien à se

¹ Pascal Fenaux, « Élections palestiniennes. Les bons conseils d'Arafat », *La Revue nouvelle*, mars 1996.

² On renverra le lecteur à l'ouvrage de Christophe Boltanski et Jihan El-Tahri, *Les sept vies de Yasser Arafat*, Grasset, Paris, 1997, 406 p. Il s'agit sans doute de la meilleure et de la plus objective biographie du dirigeant palestinien jamais parue en français.

³ Voir le dossier « Israël-Palestine : l'après-guerre », *La Revue nouvelle*, mars 1994.

comporter en chef d'État, ses adversaires auraient été bien inspirés de programmer, processus de paix oblige, le démantèlement des implantations de peuplement dans les territoires occupés et d'y permettre la fondation d'un État recommandé par la résolution 181 des Nations unies du 29 novembre 1947...

C'est l'homme politique qui sera parvenu à imposer les notions de « Palestiniens » et de « Palestine » que ses compatriotes ont mis en terre ce 12 novembre 2004. Cette Palestine qui avait officiellement disparu en 1949 après la première guerre israélo-arabe, l'ensevelissement de 78 % de son territoire sous l'État d'Israël, l'exil de 56 % de ses 1 370 000 habitants arabes originels, l'arasement de 84 % des cinquante-soixante localités arabes contrôlées par l'armée israélienne en 1949, l'administration de la Bande de Gaza par l'armée égyptienne et l'annexion de la Cisjordanie par le royaume hachémite de Jordanie. Après l'avoir, petit à petit, en instance plus ou moins représentative d'une société éclatée, Arafat aura ensuite sauvé *in extremis* l'O.L.P. de la disparition après le conflit de légitimité entre la dynastie hachémite jordanienne et le mouvement nationaliste palestinien, conflit qui avait débouché sur la guerre civile jordano-palestinienne de 1970-1971. Arafat était également parvenu à sauver la « centrale » de la guerre civile libanaise de 1975-1989, de l'anéantissement programmé en 1982 par le ministre de la Défense israélien de l'époque, Ariel Sharon, et enfin de la liquidation par la dictature syrienne de Hafez el-Assad en 1983.

⁴ Ezzeddine Khallaq, Saïd Hammami, Naïm Khader, Issam Sartoui, etc., tous assassinés par des commandos téléguidés par les services israéliens, irakiens et syriens entre 1974 et 1983.

L'ACQUIS DE LA RECONNAISSANCE

De la fin du XIX^e siècle au début des années nonante, la conscience collective israélienne n'avait perçu les Arabes de Palestine qu'à travers un triple prisme : le prisme biblique des « Arabes de la Terre d'Israël » (*Arvei Eretz-Israel*), le prisme colonial du « native » (*yelid ha'Aretz*) et le prisme aliénant du réfugié devenu terroriste. En définitive, au terme de quatre décennies de tâtonnements, de retournements, de défaites militaires et du recours à des moyens parfois pendables, Yasser Arafat est l'homme politique qui, avec l'O.L.P. et la majorité de ses dirigeants, aura imposé à la société israélienne de reconnaître l'identité nationale de la société palestinienne et son droit à l'autodétermination. Cette reconnaissance reste, à ce jour, l'unique acquis irréversible de la Déclaration de principes signée le 13 septembre 1993 sur le parvis de la Maison-Blanche par Yitzhak Rabin et Shimon Pérès, côté israélien, Yasser Arafat et Mahmoud Abbas, côté palestinien.

Ce faisant, cette même O.L.P. et ces mêmes dirigeants auront également pris acte de la prise de conscience qui s'était fait jour à partir des années septante dans les territoires occupés, au sein d'une partie des exilés et parmi une minorité agissante d'intellectuels⁴. C'est qu'était en train de s'imposer le fait que l'État d'Israël et la société juive israélienne étaient là pour rester. Cela reste aujourd'hui difficile à concevoir, mais ce n'est pas seulement sous la pression des succès militaires, démographiques et diplomatiques d'un État juif et d'une société israé-

lienne extrêmement déterminés que l'O.L.P. aura fini par reconnaître l'existence d'Israël et son droit à vivre dans des frontières sûres et reconnues. Cette reconnaissance du cadre bi-étatique comme seule solution viable au conflit israélo-palestinien, jamais l'O.L.P. ne s'y serait rendue sans la pression des Palestiniens de la Cisjordanie, de la Bande de Gaza et de Jérusalem-Est.

En effet, c'est le déclenchement de la première Intifada (1987-1992) et sa structuration par les ailes cisjordanienne et gazaouite des grandes organisations nationalistes qui conduira l'O.L.P., pourtant majoritairement issue de la communauté des exilés et des réfugiés de 1948, à proclamer, en novembre 1988, la création d'un État de Palestine et à reconnaître l'intégralité des résolutions des Nations unies, en ce compris celles recommandant en 1947 la création de l'État d'Israël et admettant ce dernier en 1949 à l'Assemblée générale de l'O.N.U. Voilà pour l'actif de Yasser Arafat et de la génération politique qui l'a accompagné, de l'exil de 1948 au « retour » de 1993.

ERRANCES ET VIOLENCES

Mais le dirigeant palestinien laisse également un passif au mouvement national palestinien. Ce qui faisait à la fois la force et la faiblesse de Yasser Arafat, c'était la volonté de maintenir à tout prix l'unité de l'O.L.P., y compris en ne sanctionnant pas les mouvements radicaux minoritaires lorsque ces derniers, dans les années quatre-vingt, téléguidés par certains États arabes et/ou attachés à une vision figée du conflit, torpillaient la lente mue de

l'O.L.P. d'une organisation militaire motivée par le seul retour des réfugiés en un mouvement politique prenant acte de la réalité et dressant petit à petit les contours géographiques et politiques du futur État palestinien.

Un évènement qui collera longtemps à la peau de l'O.L.P. et des Palestiniens sera la prise d'otages de la délégation sportive israélienne lors des jeux olympiques de Munich en 1972. Organisée par une émanation officieuse du Fath, décidée à pratiquer ce que certains nomment le « terrorisme publicitaire » tout en réglant les comptes de la répression hachémite de 1971 soutenue par les Israéliens, cette prise d'otages s'inscrivait dans une longue suite de liquidations de responsables politiques jordaniens et saoudiens impliqués dans le fameux Septembre noir. Mal en prit aux commanditaires palestiniens. Perpétrée sur le sol d'une Allemagne qui tentait d'effacer le souvenir des Olympiades de Berlin en 1936 organisées par le régime nazi, cette prise d'otages allait se solder par un bain de sang aux conséquences humaines, psychologiques et politiques terribles.

Un autre « faux pas » (il s'agit évidemment d'un euphémisme) du dirigeant palestinien fut évidemment sa tentative maladroite de médiation après l'invasion et l'annexion du Koweït par l'Irak baassite en août 1990, médiation qui se heurtera à l'intransigeance des Américains et des Irakiens, tout en marginalisant l'O.L.P. au sein de la Ligue des États arabes. La tactique chèvre-choutiste de Yasser Arafat sera d'autant plus incom-

préhensible et dommageable pour son organisation que de nombreux membres du Comité exécutif de l'O.L.P. et plusieurs mouvements le mettront en garde. Cette perplexité, Salah Khalaf, numéro deux de l'O.L.P. et responsable de ses services de renseignements, et un autre responsable du Fath, la paieront de leur vie le 15 janvier 1991 en tombant sous les balles d'un commando palestinien armé par les services irakiens.

Pourtant, l'O.L.P. parviendra tant bien que mal à de nouveau s'imposer au début des années nonante comme un interlocuteur incontournable dans la résolution du conflit israélo-palestinien. Ce retour en grâce s'effectuera en deux temps.

LA VOIE VERS LA RECONNAISSANCE D'ISRAËL

D'abord à Madrid, où s'ouvrait en octobre 1991, une conférence internationale israélo-arabe, première du genre depuis le processus de paix avorté de 1949. Mais boycottée par le gouvernement israélien de Yitzhak Shamir (Likoud) pour des raisons nationalistes et boudée par les États-Unis et les États arabes pour cause de guerre du Golfe, l'O.L.P. était officiellement absente d'une conférence à laquelle les seuls négociateurs palestiniens autorisés étaient des délégués de la Cisjordanie et de la Bande de Gaza non officiellement affiliés à une des organisations constitutives de l'O.L.P. (comme Fayçal Hussein, Hanane Achraoui, Haïdar Abdel Chafi, etc.). Qui plus est, ces négociateurs avaient été contraints de s'intégrer à la délégation... jordanienne, préjugeant ain-

si de l'issue de la négociation (une confédération jordano-palestinienne gouvernée par l'O.L.P. et la dynastie hachémite), et ce, malgré la rupture en 1988 de tous les liens administratifs entre la Jordanie et la Cisjordanie. La fiction n'allait pas durer très longtemps et les Américains allaient bientôt reconnaître l'existence d'une délégation palestinienne indépendante et fermer les yeux sur les dizaines de responsables de l'O.L.P. présents dans les hôtels voisins des lieux de négociation...

Ensuite, en 1993, face au piétinement des négociations, le gouvernement travailliste israélien nouvellement élu de Yitzhak Rabin et Shimon Pérès allait, petit à petit, ouvrir un canal secret de négociations entre des fonctionnaires du ministère israélien des Affaires étrangères et des responsables politiques de second plan de l'O.L.P., dont le directeur du Département (ministère) économique de l'O.L.P., Ahmed Qoreï (Abou Alaa). Pour les Israéliens, l'enjeu était de taille. Il fallait en finir avec le poids économique et humain de l'occupation de la Cisjordanie et de la Bande de Gaza. Il fallait rendre Israël à nouveau attractif pour les investisseurs étrangers. Il fallait éviter un « déclassé » stratégique d'Israël à la suite de l'effondrement de l'Union soviétique, la disparition de la menace irakienne et à la surveillance de la Syrie. Et il fallait en finir avec le soulèvement palestinien non armé (Intifada) lancé en 1987 dans les territoires occupés.

La répression de ce soulèvement était d'autant plus impopulaire dans l'opinion israélienne et internationale que l'O.L.P.

avançait désormais sans masque. Au terme d'un lent processus amorcé en 1974 et qui avait débouché sur la déclaration d'indépendance de novembre 1988 et l'ouverture de la conférence de Madrid en octobre 1991, il était désormais clair que, pour le courant majoritaire de l'O.L.P. (Fath, Indépendants, Fida et P.P.P.), la solution au conflit passait par la création d'un État de Palestine non plus à la place mais à côté de l'État d'Israël, c'est-à-dire que cet État n'exercerait de souveraineté que sur les territoires de Cisjordanie et de Gaza occupés depuis 1967 et insurgés depuis 1987.

LE VER DANS LE FRUIT DES ACCORDS D'OSLO

C'est cette deuxième récupération de la mise diplomatique par l'O.L.P. qui allait aboutir à l'échange, le 9 septembre 1993, de lettres de reconnaissance mutuelle entre Yitzhak Rabin, en sa qualité de Premier ministre d'Israël, et Yasser Arafat, en sa qualité de président du Comité exécutif de l'O.L.P. Le mouvement national palestinien reconnaissait *de jure* le droit de l'État d'Israël à vivre dans des frontières sûres et reconnues, confirmait le renoncement à la lutte armée et au terrorisme, reconnaissait les résolutions 242 et 338 de l'O.N.U.⁵ comme bases de résolution du conflit et, enfin, s'engageait à abroger les articles de la Charte nationale palestinienne appelant à la destruction d'Israël et condamnant le sionisme au titre d'idéologie « colonialiste » ou « raciste ». Pour sa part, le gouvernement israélien se contentait de reconnaître l'O.L.P. comme représentante du peuple

palestinien. Inédite dans l'histoire du mouvement sioniste, la reconnaissance officielle et écrite du « peuple palestinien » (*ha-am ha-falastini*)⁶ par Israël ne s'accompagnait pas pour autant d'une reconnaissance du droit à l'autodétermination des Palestiniens par la fondation d'un État aux côtés d'Israël. Et pour cause, l'O.L.P., financièrement aux abois, avait accepté qu'aucune référence ne soit faite à la résolution 181 du 27 novembre 1947 sur la partition de la Palestine/Israël en deux États : l'un juif, l'autre arabe⁷.

Ce qui pouvait passer pour des détails à l'époque allait s'avérer dramatique pour la suite du processus d'Oslo et les piliers incontournables de toute paix durable : la sécurité de l'État d'Israël et l'autodétermination du peuple palestinien. Ainsi, le 13 septembre 1993, les dirigeants israéliens et palestiniens signaient à Washington une « Déclaration de principes ». « Bible » des accords d'Oslo, le document stipulait que les négociations avaient pour but d'instaurer un *régime intérimaire d'autonomie palestinienne en Cisjordanie et dans la Bande de Gaza* (et non de la Cisjordanie et de la Bande de Gaza), régime intérimaire censé déboucher cinq ans plus tard (concrètement en mai 1999) sur un « statut permanent » où seraient tranchés les points fondamentaux du conflit israélo-palestinien : Jérusalem, réfugiés palestiniens, implantations juives de peuplement et autodétermination.

En échange de la reconnaissance par l'O.L.P. du droit d'Israël à des frontières sûres et reconnues et de l'abandon de la lutte armée, Yasser Arafat n'obtenait

⁵ La paix contre les territoires occupés.

⁶ Voir sur le site web du parlement israélien, la « Déclaration de principes sur des arrangements intérimaires d'autogouvernement ». En hébreu : www.knesset.gov.il/process/docs/oslo.htm. En anglais : www.knesset.gov.il/process/docs/oslo_eng.htm.

⁷ Amnon Raz-Krakotzkin, « Les conditions de toute solution », dans *La Revue nouvelle*, mai 1998.

aucun engagement en faveur du démantèlement des colonies de peuplement implantées sur le territoire théoriquement promis à un futur État palestinien, État dont il n'était de toute façon nulle part soufflé mot. De témoignages recueillis directement auprès de négociateurs de l'O.L.P., il ressortait, dès l'automne 1993, que la relative position « de force » des Palestiniens des territoires occupés face à un gouvernement israélien en quête d'un nouveau partenariat international avait été « sapée » par la direction de l'O.L.P. qui, exilée à Tunis depuis 1982 et abandonnée financièrement par les pétromonarchies arabes depuis le conflit irako-koweïtien de 1991, était au bord de la banqueroute.

LES FAUX-SEMBLANTS D'OSLO

La négociation des accords d'Oslo « dans le dos » des négociateurs officiels issus des territoires occupés allait annoncer d'autres désillusions pour les nationalistes palestiniens. Entre le printemps 1994⁸ et l'automne 1999, les négociateurs de l'O.L.P., pressés par Yasser Arafat, allaient signer une succession d'accords d'application de plus en plus déséquilibrés à mesure qu'Israël regagnait en légitimité internationale, des accords qui ne prévoyaient aucun gel de la colonisation israélienne mais tendait de plus en plus à la légaliser. Créant un vaste glacis autour des zones de colonisation, ces accords faisaient échapper plus de 82 % des territoires occupés au contrôle administratif et policier d'une Autorité palestinienne qui, à la veille de la seconde Intifada, fin septembre 2000, ne contrôlait qu'une cons-

tellation de petites enclaves séparées les unes des autres par une centaine de barrages militaires israéliens.

Dans l'esprit de l'aile « militariste » du gouvernement travailliste, l'Autorité palestinienne n'aurait jamais dû que remplir le vide laissé par l'administration civile et le gouvernement militaire israéliens⁹. De même, il s'agissait pour l'armée et ses relais travaillistes de tenter de perpétuer l'occupation et la colonisation israéliennes en Cisjordanie et à Gaza, tout en accordant aux Palestiniens une autonomie dans leurs propres affaires¹⁰. La ligne de négociation absolument improvisée par une O.L.P. financièrement exsangue persuadera dans un premier temps les dirigeants israéliens de la disposition de Yasser Arafat et des siens à se contenter d'une indépendance de façade. Et à l'époque, l'O.L.P. lançait également un message « rassurant » à ses interlocuteurs israéliens en refusant de suspendre des négociations pourtant de plus en plus vides de sens à mesure que s'emballait le rythme de la colonisation dans des territoires théoriquement destinés à devenir un État palestinien indépendant.

Cette situation proprement intenable fut, un temps, symboliquement atténuée par l'octroi à l'Autorité « nationale » palestinienne de symboles tels que le droit d'émettre des timbres et des passeports... uniquement valables au sein des enclaves autonomes, la communauté internationale ne reconnaissant pas des documents non étatiques et Israël ne reconnaissant que ses propres cartes d'identité magnétiques.

⁸ Soit quelques mois après le massacre commis à Hébron par un colon d'extrême droite et en dépit des appels de certains responsables israéliens en faveur d'une évacuation du noyau extrémiste d'Hébron.

⁹ Pascal Fenaux, « Autonomie palestinienne et sécurité israélienne », *La Revue nouvelle*, mai 1994.

¹⁰ *Ha'Aretz*, 10 avril 1997.

Autre « acquis » de Yasser Arafat, les gouvernements israéliens successifs allaient fermer les yeux sur la croissance exponentielle des effectifs policiers palestiniens, convaincus qu'il s'agissait pour l'O.L.P. de réprimer durement toute opposition, violente ou verbale, aux accords d'Oslo. Pour les dirigeants proches du « premier cercle » du Fath, cette pléthore policière avait l'avantage d'offrir un salaire à des militants dans le besoin issus de la première Intifada et de calmer les appétits de nombreux aspirants chefs de guerre...

Enfin, et cela allait avoir des conséquences psychologiques désastreuses, l'Autorité palestinienne, à l'image de la plupart des États arabes et contrairement à certains médias privés, allait tenter de « compenser » un échec diplomatique et historique de plus en plus retentissant en jouant du populisme le plus criard et en laissant ses médias officiels se répandre en propagandes et slogans dont la vindicte tranchait avec l'esprit des négociations.

L'EFFONDREMENT DU PROCESSUS DE PAIX

L'échafaudage extrêmement bancal mis sur pied à Oslo commencera à être successivement ébranlé par les atermoiements du gouvernement travailliste Rabin-Pérès (1992-1996), les bouclages asphyxiant l'économie palestinienne, le massacre de trente fidèles musulmans d'Hébron par un colon juif (février 1994), les deux vagues d'attentats commis par le Hamas islamiste (1995-1996), l'assassinat du Premier ministre Rabin par un extrémiste de droite israélien (novembre 1995)

et le retour au pouvoir du Likoud de Binyamin Netanyahou (1996-1999).

Pourtant, pour ne pas empêcher les travaillistes emmenés par le général Ehoud Barak de revenir à la tête de l'État hébreu et malgré la fin de la période d'autonomie transitoire (4 mai 1999), l'O.L.P. acceptera, sous pression américaine, de ne pas confirmer sa déclaration d'indépendance du 15 novembre 1988 et de la reporter à la date symbolique du 15 novembre 2000.

Mais le processus de paix s'effondrera six semaines avant cette « date sacrée ». Fin 2000, un an et demi après son élection, le gouvernement travailliste d'Ehoud Barak n'avait consenti à rencontrer les dirigeants palestiniens que pour confirmer des accords déjà passés avec son prédécesseur Netanyahou. À la tête d'une coalition minée de l'intérieur par la cohabitation entre partis d'extrême droite et de centre-gauche, Ehoud Barak décide de forcer le destin et de précipiter la négociation d'un traité de paix définitif avec les Palestiniens¹¹. En juillet 2000, à Camp David, ses négociateurs proposent à l'O.L.P.¹² d'oublier la question des réfugiés, de se contenter d'une autonomie locale pour les quartiers palestiniens de Jérusalem-Est et de proclamer leur État sur un maximum de 90 % de la Cisjordanie, sans accès direct au monde extérieur. Les 10 % de territoires restants et leurs 340 000 colons israéliens (sur un total de 380 000) seraient ainsi annexés à l'État hébreu¹³.

De plus en plus préoccupés par une opinion publique montrant des signes d'énervement (comme lors des commé-

¹¹ Pascal Fenaux, « Camp David, le huis clos infernal », *La Revue nouvelle*, octobre 2000.

¹² Sauf à une reprise devant les caméras, Ehoud Barak refusera de rencontrer Arafat en personne.

¹³ *Yediot Aharonot*, 26 mai 2000.

morations de la guerre de 1948 en mai 2000), les négociateurs de l'O.L.P. refuseront cette offre. Ce qui permettra à Yasser Arafat de faire un retour « triomphal » à Ramallah sur l'air de « cette fois-ci, on n'a cédé sur rien. » Quelques mois plus tard et alors qu'il espère bien intégrer le Likoud (désormais dirigé par Ariel Sharon) dans sa coalition, Ehoud Barak jouera également les bravaches en tenant les propos suivants : « Pendant une génération, les Palestiniens ont eu la légitimité internationale. Or, en un an, nous avons renversé la situation, sans rien céder du tout, ni 5 % ni 13 % [des territoires]. Et nous avons mis la légitimité internationale de notre côté tout en mettant Arafat sur la défensive. Tout ceci alors que nous n'avons cédé sur rien¹⁴. »

Le 28 septembre 2000, les portes de l'enfer vont se refermer sur les Israéliens et les Palestiniens. Désertés par plusieurs partis, les travaillistes Ehoud Barak (Premier ministre et ministre de la Défense) et Shlomo Ben-Ammi (ministre de l'Intérieur) autoriseront le chef de l'opposition Likoud à se rendre sur l'esplanade des Mosquées de Jérusalem. C'est qu'Ariel Sharon a décidé de monnayer son appui éventuel à un Parti travailliste à la dérive en obligeant ce dernier à le laisser réaffirmer la souveraineté d'Israël sur la Vieille Ville et le Mont du Temple (territoires occupés dont le statut est sujet à négociation). C'est donc dans un contexte explosif que démarreront les premières manifestations palestiniennes. Mais le lendemain, Shlomo Ben-Ammi autorisera les policiers et les garde-frontières à tirer sans sommation et à balles

réelles sur les manifestants palestiniens ainsi que sur les policiers de l'Autorité palestinienne tentant de s'interposer entre leurs propres « irréguliers » et les « snipers » israéliens¹⁵.

UNE OPINION ISRAÉLIENNE ENTRE TERREUR ET FUITE EN AVANT

C'est dans ce contexte qu'une ultime tentative de conciliation israélo-palestinienne échouera lors de négociations menées à Taba, en Égypte. Les négociateurs israéliens (emmenés par Yossi Beilin) et palestiniens (emmenés par Yasser Abed Rabbo) parviendront à rédiger un protocole d'accord beaucoup moins défavorable aux Palestiniens (reconnaissance israélienne dans la question des réfugiés, démantèlement de la plupart des colonies, partition de Jérusalem et création d'un État indépendant réellement souverain). Mais, assuré de perdre les élections face au Likoud d'Ariel Sharon, Ehoud Barak refusera de signer un accord de paix qu'il était arithmétiquement incapable de faire ratifier par son Parlement et auquel il semblait d'ailleurs n'avoir jamais cru. Yasser Arafat aura grosso modo la même attitude. Plutôt que de faire à nouveau le pari d'une négociation sous pression, il préférera « surfer » sur l'Intifada, espérant qu'elle le place dans un rapport de forces plus favorable lors d'une prochaine négociation.

Mais, hélas, l'occasion d'une négociation ne se présentera plus, du moins du vivant du chef de l'O.L.P. Laminés électoralement, les travaillistes israéliens se sentent

¹⁴ *The Jerusalem Post*,
2 octobre 2000 ;
Maariv,
29 septembre 2000.

¹⁵ *Ha'Aretz*, 4 octobre 2000.

floués par un Yasser Arafat qui avait jusqu' alors « joué le jeu. » Et, depuis janvier 2001, c'est un Likoud fort de son succès électoral sans précédent et un Ariel Sharon décidé à solder les comptes de la guerre du Liban de 1982 qui dirigent désormais Israël. Les comptes seront soldés en 2002 par la réoccupation provisoire des villes palestiniennes, la destruction des infrastructures civiles de l'A.P. et le siège du complexe politique de Yasser Arafat dans la Mouqata'a, à Ramallah.

Par ailleurs, la vieille garde de l'O.L.P. va peu à peu comprendre que la radicalisation et la militarisation du soulèvement sont autant dirigées contre la poursuite de l'occupation israélienne que contre toute une génération politique palestinienne dont les options militaire (1965-1982) et diplomatique (1984-2000) ont invariablement et successivement échoué.

Depuis cette sombre journée de l'automne 2000, Israéliens et Palestiniens se sont enlacés dans l'étreinte morbide d'un cycle infini de destructions, d'attentats suicides, d'assassinats ciblés et de représailles aussi meurtrières les unes que les autres. De chaque côté, les ultra-nationalistes et les pessimistes ont gagné.

Côté israélien, l'opinion publique est majoritairement convaincue que, attentats suicides à l'appui, la majorité des Palestiniens ne se sont toujours pas résolus à accepter la pérennité d'un État juif sur le territoire de l'ancienne Palestine. Il faut dire que, furieux de leur échec électoral, Ehoud Barak et une partie de l'armée israélienne accuseront Yasser Arafat de n'être pas un partenaire et de n'avoir

en rien renoncé à son objectif de détruire l'État juif. Plusieurs de ses négociateurs comme Yossi Beilin¹⁶ et Menahem Klein¹⁷ auront beau contredire cette vision, Barak persistera. Dans une société israélienne historiquement structurée par la crainte bicentenaire de la disparition collective, par la promesse du « plus jamais ça » et le souvenir de l'exode palestinien de 1948, cette théorie de la duplicité palestinienne fonctionnera à plein.

Au point que l'éditorialiste israélien Ofer Shelah demandera à ses lecteurs de s'interroger. « À quelle superstition avons-nous cédé quand nous avons bu la thèse de Barak et des militaires selon laquelle Arafat est coupable de tout, cette thèse qui fait le sel de notre politique et de nos opérations militaires depuis trois ans et demi? N'est-ce pas en fait la majorité des Israéliens qui ont fini par créer un monde qui correspondait à l'image qu'ils s'en étaient faite¹⁸? » Quoi qu'il en soit, il semble que cette conviction a fait sauter toute une série de verrous quant au respect de certaines valeurs éthiques, comme en témoignent les scandales qui éclaboussent de plus en plus régulièrement les conscrits et officiers israéliens dans les territoires occupés¹⁹.

PALESTINE ENTRE STUPEUR ET ATOMISATION

Côté palestinien, la société est littéralement et concrètement atomisée. Colonisation juive de peuplement et répression indistincte à l'appui, les Palestiniens sont convaincus qu'Israël, quels que soient ses gouvernements, n'a pas renoncé à son projet national intégral, c'est-à-dire au

¹⁶ *Maariv*, 8 février 2002.

¹⁷ *Maariv*, 26 octobre 2001.

¹⁸ *Yediot Aharonot*, 11 juin 2004.

¹⁹ *Yediot Aharonot*, 19 novembre 2004 ; *Maariv*, 26 novembre 2004.

rêve de voir les Arabes de Palestine se soumettre ou traverser le Jourdain.

Surtout, les Palestiniens doivent faire face à un redoutable défi, depuis que le Premier ministre Ariel Sharon a repris à son compte et adapté le principe jadis lancé par son prédécesseur Ehoud Barak, celui d'une « clôture de séparation entre Israël et les Palestiniens » (et non pas « entre Israël et les Territoires »). Dans l'esprit d'Ariel Sharon, la construction de cet édifice censé protéger les citoyens israéliens de l'infiltration de terroristes palestiniens devait permettre d'annexer *de facto* quelque 90 000 ha de terres en s'enfonçant profondément dans le territoire cisjordanien, en enfermant 300 000 Palestiniens dans le glâcis sécuritaire de la « zone de suture » de l'ouest cisjordanien, en coupant 300 000 autres Palestiniens de leurs terres et en isolant les 270 000 Palestiniens de Jérusalem-Est de la Cisjordanie.

Si l'on ajoute l'annexion *de facto* de la Vallée du Jourdain, la construction d'un ouvrage, censé par ailleurs dessiner un « État palestinien » aux dires des « pragmatiques » du Likoud²⁰, devait en fait affecter quelque 870 000 Palestiniens, soit 38 % de la population palestinienne de Cisjordanie et Jérusalem-Est²¹, et aboutir à l'annexion de quelque 43 % de ces territoires occupés... Mais une décision sans précédent (mais non contraignante) de la Cour internationale de Justice le 9 juillet dernier, et surtout une décision de la Cour suprême israélienne du 30 juin faisant droit à une plainte de particuliers palestiniens, ont poussé le gouvernement

d'Ariel Sharon à réviser à la baisse le territoire annexable par la « clôture » occidentale. Aux dernières nouvelles, ce ne seraient plus « que » 40 000 ha de terres²² de l'ouest cisjordanien qui seraient annexées *de facto*, même si rien n'est venu amender le projet israélien d'annexion de la Vallée du Jourdain, ce qui risquerait tout de même de conduire à l'annexion globale de 33 % de la Cisjordanie.

Par-delà ce défi majeur posé par le « Mur », le déroulement erratique du processus entamé à Oslo et l'implosion du champ politique palestinien, en terre palestinienne comme en exils, ont également laissé des traces. La première Intifada avait hissé à l'avant de la scène une nouvelle génération d'hommes politiques et d'intellectuels essentiellement dans les rangs du Fath, du P.P.P. (ex-communiste) et des branches locales du F.D.L.P. et du F.P.L.P. (deux organisations théoriquement beaucoup plus radicales). En outre, deux grandes mouvances, par le biais d'un tissu d'organisations non gouvernementales, s'étaient investies dans la structuration de la société civile palestinienne. La première était animée par des cadres ex-communistes et par des classes moyennes et une paysannerie acquises au Fath. La seconde mouvance était animée par le Mouvement de la résistance islamique, plus connu sous son acronyme arabe de Hamas, et radicalement opposé à toute intégration dans une légalité palestinienne incarnée par une O.L.P. dominée par le Fath.

²⁰ *Yediot Aharonot*, 8 décembre 2003.

²¹ *Ha'Aretz*, 18 février 2004.

²² *Ha'Aretz*, 29 novembre 2004.

DISTRIBUTION DE RÔLES À LA VEILLE DE L'ÉLECTION D'UN NOUVEAU PRÉSIDENT

À partir de l'été 1994, lorsque les accords d'Oslo déboucheront sur la mise en place de l'Autorité palestinienne, les cadres de la première mouvance, bien qu'inquiets de l'absence de toute garantie quant à la création future d'un État palestinien, accepteront, tant bien que mal, de céder une partie de leurs prérogatives à une Autorité palestinienne dont le clientélisme, le paternalisme et la voracité n'apparaîtront que plus tard. Les cadres de ces « O.N.G. » seront d'autant plus contraints d'accepter cette évolution qu'une majorité d'entre eux verront les aides internationales se détourner vers « l'État en gestation » et certains des leurs rejoindre une administration pléthorique et le plus souvent dirigée par les « revenants » de Tunis.

De leur côté, forts d'une autonomie sociale et militaire et de l'absence de participation aux affaires de l'Autorité palestiniennes, les islamistes gagneront en popularité et en légitimité dans les villes et les camps de réfugiés, d'autant que leur réputation d'« incorruptibles » tranchera avec les malversations coutumières de certains hauts responsables de l'O.L.P. qui, lorsqu'il s'agira de condamner le terrorisme et peser moralement contre lui, auront entre-temps perdu énormément de légitimité.

Ces évolutions ne sont pas sans intérêt pour comprendre ce qui est en train de se jouer autour du scrutin « présidentiel » palestinien prévu pour le 9 janvier 2005

(à l'heure où ces lignes sont écrites). Car si elles ont pesé sur la « conduite » de la deuxième Intifada, ces mutations et atomisations politiques placent une terrible hypothèque sur l'avenir palestinien.

Ainsi, sur le terrain, à partir de 1996, plusieurs cadres régionaux du Fath avaient tenté de sauvegarder l'autonomie de leur mouvement par rapport à une Autorité palestinienne ayant tendance à confondre les genres et, surtout, à embastiller ses opposants internes. Bien qu'acquis à la coexistence entre un État juif israélien et un État arabe palestinien, certains d'entre eux, emmenés par Marwan Barghouti, secrétaire général du Fath de Cisjordanie, ne s'étaient pas contentés d'exiger le respect des normes démocratiques par leurs dirigeants, mais ils avaient également commencé à entreposer des armes, « au cas où ». C'est sous la houlette de Marwan Barghouti que, échaudés par les premières journées de répression particulièrement féroce²³ d'octobre 2000 et « coiffés sur le fil » par les islamistes, de nombreux militants du Fath avaient fini par prendre les armes, justifiant aux yeux de l'armée israélienne le recours à des moyens encore plus musclés et la destruction indistincte des infrastructures politiques et policières de l'Autorité palestinienne.

Aujourd'hui accusé d'avoir commandité plusieurs attentats suicides et condamné à six peines de prison à vie, le très populaire Marwan Barghouti n'en reste pas moins l'un des parrains discrets du Pacte de Genève²⁴. Surtout, le 2 décembre 2004, après de nombreuses tergiversations, il s'est porté candidat à l'élection du succes-

²³ « Pour le seul mois d'octobre 2000 », explique le général israélien Amos Molka au journaliste Akiva Eldar, « nos soldats avaient déjà tiré 1,3 million de balles de gros calibre sur les manifestants, ce dont je me suis inquiété devant des officiers manifestement peu inquiets de mettre de l'huile sur le feu », *Ha'aretz*, 11 juin 2004.

²⁴ Protocole d'accord de paix signé en octobre 2003 et négocié par des députés de l'opposition de gauche israélienne emmenés par les anciens ministres Yossi Beilin et Yossi Sarid, et des élus palestiniens emmenés par les ministres palestiniens Qadoura Farès (Fath de Marwan Barghouti) et Yasser Abed Rabbo (Fida, ex-FDLP).

seur de Yasser Arafat à la présidence de l'Autorité palestinienne, semant la consternation à la tête d'un Fath dont le comité central a préféré choisir le terne et impopulaire Mahmoud Abbas, numéro deux de l'O.L.P.

De leur côté, les cadres de l'ancien mouvement « associatif » indépendant palestinien ont peu à peu repris du service et tenté, non pas d'offrir une alternative politique, mais de prendre simplement acte de leur statut minoritaire pour offrir un encadrement juridique et pratique à la résistance de nombreuses collectivités locales à la poursuite des expropriations. C'est cette mouvance « extra-politique », mais fondamentalement démocratique, « libérale » et autonome, qu'incarne Mustapha Barghouti, ancien dirigeant du P.P.P. (ex-communiste) et candidat à la présidence de l'A.P.²⁵, sous l'étiquette indépendante et en sa qualité de secrétaire général de l'Initiative nationale palestinienne.

LA DÉMOCRATIE, CONDITION D'UNE REPRISE DE NÉGOCIATIONS ?

On le voit, si on veut mettre un terme aux torrents de haine et de sang déversés depuis plus de quatre années, il importe qu'une autorité palestinienne pleinement légitime et démocratique soit mise en place. Mais beaucoup dépendra également de l'attitude de la puissance occupante israélienne et de la cohérence des Américains et des Européens. Si ces derniers tiennent vraiment à en finir avec le conflit israélo-palestinien, il va leur falloir entonner le crédo démocratique jusqu'au bout.

Quel sera le mandat du successeur de Yasser Arafat à la tête de l'Autorité palestinienne ? Cette élection n'aura aucun sens si les Européens et les Américains ne poussent pas le gouvernement Sharon à renoncer à sa logique unilatérale, s'ils ne le forcent pas à reprendre langue avec l'O.L.P. et n'exigent pas de contredire les propos d'un de ses chefs de cabinet, Dov Weisglass : « Nous ne renégocierons avec les Palestiniens que lorsque la Palestine s'appellera Finlande²⁶ ? ». C'est Akiva Eldar, un des meilleurs analystes israéliens qui, voici neuf mois, estimait que le message lancé par Ariel Sharon était, dans les faits, que l'Autorité palestinienne était inutile. « Lorsque les Palestiniens ont proposé de restaurer les commissions sécuritaires israélo-palestiniennes, rappelait-il, ils se sont heurtés à une fin de non recevoir. Idem sur la question des prisonniers, alors que Sharon venait d'en libérer plusieurs centaines lors d'un échange avec le Hezbollah. Et lorsque le Premier ministre palestinien Ahmed Qoreï a demandé un droit de regard sur le tracé [et non sur le principe] de la clôture de séparation, les Israéliens ont répondu que cette affaire était du seul ressort d'Israël²⁷... »

Quel intérêt auront les Palestiniens des territoires occupés à élire démocratiquement un président virtuel dès lors qu'ils savent que ce dernier n'obtiendra d'Israël rien d'autre qu'un plan de désengagement de la Bande de Gaza non négocié et que les dirigeants israéliens actuels ne cessent de dire que rien n'est négociable qui n'ait déjà été accepté par Israël ?

²⁵ Ha'Aretz, 1^{er} décembre 2004.

²⁶ Ha'Aretz, 2 octobre 2004.

²⁷ Ha'Aretz, 23 mars 2004.

Surtout, il importe à présent que les Occidentaux assument leur rêve de contamination démocratique et fassent en sorte que les futurs responsables élus palestiniens ne puissent se défaire de leurs engagements envers une résolution pacifique du conflit. Pour ce faire, les puissances occidentales devraient obtenir du gouvernement israélien et de son armée une liberté de mouvement absolue pour observer et valider le scrutin du 9 janvier, c'est-à-dire une levée complète des barrages qui segmentent la Cisjordanie. Si cette garantie n'était pas offerte, cette élection ne pourrait être validée. D'autre part, les Occidentaux doivent obtenir la garantie que les groupes armés, ayant fait, contre toute attente, allégeance à Mahmoud Abbas, laissent les électeurs palestiniens voter en leur âme et conscience et ouvrent les bureaux de vote et de dépouillement aux observateurs étrangers mandatés.

Si aucune de ces garanties n'est rencontrée, tant les Israéliens que les Palestiniens pourront délégitimer les nouveaux dirigeants de l'A.P. et miner ainsi toute perspective du processus de paix. Et chaque jour qui passera verra s'évanouir la perspective d'une solution fondée sur la coexistence entre deux États, tandis que le rêve de l'anéantissement de l'un par l'autre gagnera en adeptes. Convaincus. Et décidés. ■

(2 décembre 2004)